



SOMMAIRE

Point 47 de l'ordre du jour:	Pages
Régime des indemnités versées aux membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires de l'Assemblée générale ou d'autres organes des Nations Unies: rapports du Secrétaire général et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	15
Point 42 de l'ordre du jour:	
Rapport du Comité de négociation des fonds extra-budgétaires (<i>suite</i>)	19

Président: M. Pote SARASIN (Thaïlande).

POINT 47 DE L'ORDRE DU JOUR

Régime des indemnités versées aux membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires de l'Assemblée générale ou d'autres organes des Nations Unies: rapports du Secrétaire général et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/2687 et Add.1, A/2688, deuxième partie)

1. Le PRÉSIDENT signale que la Commission est saisie, en fait, de deux questions: le régime des indemnités versées aux membres des commissions et comités d'experts pour leur participation aux séances; le régime des honoraires à verser aux rapporteurs spéciaux et aux membres de certains organes. En ce qui concerne la première question, le Secrétaire général et le Comité consultatif sont d'accord sur les principes qu'il convient d'appliquer. Le Secrétaire général reconnaît dans son rapport (A/2687, par. 24, sect. A) que, par sa résolution 485 (V), l'Assemblée générale a accordé une "indemnité spéciale" aux membres de la Commission du droit international, mais il ajoute qu'à son avis cette exception ne justifierait pas un changement du système tendant à appliquer un traitement uniforme aux membres des différents comités et commissions des Nations Unies. Le Comité consultatif, de son côté, recommande au paragraphe 263 de son rapport (A/2688) qu'aucune exception à ce régime ne soit autorisée.

2. Pour ce qui est des honoraires à verser aux rapporteurs spéciaux ou aux membres de certains organes, le Secrétaire général propose de fixer à 1.500 dollars par an le montant maximum des honoraires éventuels. Il présente aussi des propositions touchant le versement d'honoraires aux membres du Comité central permanent de l'opium et de l'Organe de contrôle des stupéfiants ainsi qu'aux membres du Tribunal administratif. Le Comité consultatif, se fondant sur les dispositions de la résolution 677 (VII) de l'Assemblée générale, n'est pas en mesure d'appuyer les propositions du Secrétaire général.

3. Le Président signale que, dans ces conditions, la Commission devra se prononcer tout d'abord sur les

propositions tendant à continuer de verser une indemnité de subsistance d'un taux uniforme aux membres de tous les organes des Nations Unies qui remplissent les conditions voulues et à ne pas modifier le taux que l'Assemblée générale a fixé dans sa résolution 459 (V). La Commission devra, à ce propos, décider si l'on peut éventuellement autoriser des exceptions à ce régime.

4. Deuxièmement, la Commission devra se prononcer sur la question des honoraires à verser aux rapporteurs spéciaux. Elle devra, soit confirmer les dispositions de la résolution 677 (VII) et en demander la stricte application dans tous les cas, soit proposer d'amender cette résolution afin d'autoriser le paiement d'honoraires à des rapporteurs spéciaux pour des travaux qu'ils effectueraient entre les sessions des organes intéressés.

5. Troisièmement, la Commission est saisie des propositions du Secrétaire général touchant le versement d'honoraires aux membres du Comité central permanent de l'opium et de l'Organe de contrôle des stupéfiants, ainsi qu'aux membres du Tribunal administratif.

6. M. Ali FAHMY (Egypte) déclare qu'après avoir étudié en détail les rapports du Secrétaire général et du Comité consultatif, sa délégation approuve le principe selon lequel le versement d'une indemnité de subsistance ne constitue pas une rémunération pour services rendus, et elle estime que, dans la mesure du possible, l'application de ce régime doit être uniforme. Toutefois, l'Assemblée générale a jugé nécessaire d'autoriser plusieurs dérogations et a accordé aux membres de certains organes des indemnités d'un montant supérieur au taux ordinaire. D'après le représentant de l'Egypte, ces exceptions n'ont pas cessé de se justifier, et elles ne devraient pas soulever de difficultés administratives.

7. En fait, une exception à la règle ne peut se justifier que si les conditions ci-après sont remplies: la personne désignée doit s'acquitter, entre les sessions, d'une tâche supplémentaire; elle a des fonctions de représentation; elle est fonctionnaire d'un gouvernement ou, si tel n'est pas le cas, l'accomplissement de sa nouvelle tâche a pour effet de diminuer des revenus professionnels.

8. La délégation égyptienne ne s'oppose donc nullement à une exception fondée sur la plus stricte équité. Aux membres de la Commission qui n'approuveraient aucune exception et qui voudraient instituer un système d'une très grande rigidité, le représentant de l'Egypte cite en exemple la disposition approuvée par la Cinquième Commission en 1953¹, à savoir que le montant de l'indemnité de licenciement des fonctionnaires de l'Organisation ne doit pas dépasser l'équivalent du traitement de deux années de service, mais que, dans

¹ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, huitième session, Annexes, point 51 de l'ordre du jour, A/2615, par. 74, projet de résolution II, annexe.

certain cas, le Tribunal administratif peut accorder une indemnité plus élevée s'il le juge bon.

9. M. CAFIERO (Argentine) rappelle que les dispositions de la résolution 231 (III) de l'Assemblée générale sont toujours en vigueur: l'Organisation des Nations Unies paie les frais de voyage des membres des commissions et comités d'experts auxquels elle verse une indemnité de subsistance; toutefois, cette indemnité ne constitue pas une rémunération pour services rendus. La résolution 231 (III) est un compromis entre les vues de certaines délégations qui souhaitent appliquer un principe plus large et celles du Comité consultatif. La délégation argentine approuve ce régime, sans en préconiser une application trop rigide. Il faudrait distinguer entre les membres des organes subsidiaires permanents et les experts chargés d'entreprendre un travail particulier. Lorsque le Secrétaire général désigne des experts, il prend en considération, non seulement l'importance et l'urgence du travail, mais aussi le fait que le Secrétariat ne compte pas, parmi ses fonctionnaires, d'experts qualifiés pour l'entreprendre. Il faut donc laisser au Secrétaire général toute latitude pour désigner ces experts et leur verser des indemnités. On ne doit pas oublier que le recrutement, comme fonctionnaires du Secrétariat, d'experts spécialisés dans un domaine très restreint serait beaucoup plus onéreux que le versement d'indemnités à des experts chargés d'entreprendre un travail déterminé.

10. M. Cafiero approuve les propositions du Secrétaire général touchant le versement d'honoraires aux rapporteurs spéciaux. Il estime que, lorsqu'un organe désigne un rapporteur spécial, le Secrétaire général devrait au préalable exposer ses vues sur les incidences financières et sur le fond même de la question. Toutefois, les critères proposés à l'alinéa a, i, de la section B du paragraphe 24 du document A/2687 ne satisfont pas entièrement le représentant de l'Argentine; à son avis, les décisions devraient être prises en fonction, non pas tant des considérations exposées au paragraphe 19 du même document que de la compétence technique de l'intéressé.

11. Aux termes de sa proposition, le Secrétaire général donnerait son avis sur la désignation d'un rapporteur spécial, l'organe intéressé procéderait à un examen approfondi avant de désigner ce rapporteur, l'Assemblée générale donnerait ensuite son approbation, et les crédits nécessaires pour le versement des honoraires seraient inscrits au budget ordinaire de l'Organisation. Toutes les garanties seraient ainsi prises pour éviter une application trop rigide du système. Enfin, le représentant de l'Argentine estime que, conformément à la proposition du Secrétaire général, il ne faudrait pas verser d'honoraires à un rapporteur pendant la session de l'organe intéressé.

12. La question du versement d'honoraires aux membres du Comité central permanent de l'opium et du Tribunal administratif a provoqué une sérieuse divergence de vues entre le Secrétaire général et le Comité consultatif. Le Comité central permanent, le Conseil économique et social et le Secrétaire général ont invoqué des raisons valables qui justifient les propositions du Secrétaire général. Le Comité consultatif s'est prononcé contre ces propositions, mais le représentant de l'Argentine estime que le Comité consultatif n'a pas invoqué d'arguments convaincants. Avant de prendre définitivement position, il souhaiterait recevoir de plus

amples explications du Président du Comité consultatif et du représentant du Secrétaire général.

13. M. BOTHA (Union Sud-Africaine) rappelle que les dispositions de la résolution relative aux honoraires ne sont pas strictement respectées, ce qui préoccupe le Secrétaire général. Celui-ci a cité un certain nombre d'exceptions; ces exceptions deviennent de plus en plus nombreuses, et il faut espérer que l'Assemblée générale remédiera à cet état de choses.

14. Le Comité consultatif a exposé avec logique le seul système qui permette d'éviter des difficultés administratives dans l'avenir. Sans doute plusieurs organes pourraient-ils invoquer des arguments sérieux en faveur du versement d'honoraires à leurs membres; toutefois, il est difficile de faire à cet égard une distinction entre les différents comités techniques. Tel a d'ailleurs été le point de vue de la Cinquième Commission en 1950. La délégation de l'Union Sud-Africaine se prononce donc en faveur des recommandations du Comité consultatif tendant à continuer de verser une indemnité de subsistance d'un taux uniforme aux membres des organes des Nations Unies qui remplissent les conditions voulues. Enfin, M. Botha ne croit pas, comme le Secrétaire général l'a déclaré au paragraphe 18 de son rapport, que l'Assemblée générale "ne semble ... pas vouloir" s'en tenir strictement à la résolution 677 (VII).

15. M. URRUTIA (Colombie) déclare qu'à l'origine certaines délégations avaient estimé que l'Organisation des Nations Unies devrait prendre à sa charge les frais de voyage et la rémunération des membres de comités ou commissions d'experts. En revanche, d'autres délégations avaient pensé que ces dépenses devaient incomber aux gouvernements. D'après le compromis adopté, les gouvernements versent la rémunération des membres des commissions, et l'Organisation prend à sa charge les frais de voyage et de subsistance. Par ses résolutions 231 (III) et 459 (V) l'Assemblée générale a fixé les règles à appliquer en la matière. Toutefois, il semble que le Secrétaire général ne les ait pas suivies aussi strictement qu'il convenait. Puisque le Secrétaire général se prononce en faveur du maintien du régime actuel, la Commission devrait donc lui demander d'harmoniser la réglementation en vigueur avec les dispositions de la résolution 459 (V).

16. M. KOSTIC (Yougoslavie) dit que sa délégation pense, comme le Secrétaire général, qu'il faut continuer à verser une indemnité de subsistance d'un taux uniforme aux membres des commissions et comités d'experts, mais qu'il n'y a pas à reviser le taux des indemnités que l'Assemblée générale a fixé dans la résolution 459 (V). Elle croit aussi que le traitement préférentiel accordé aux membres de la Commission du droit international en application de la résolution 485 (V) n'exige pas une modification du régime général des indemnités de subsistance.

17. Dans ces conditions, la délégation yougoslave est prête à appuyer les propositions formulées par le Secrétaire général à la section A du paragraphe 24 de son rapport, mais elle souhaiterait que le Secrétaire général examine, de temps à autre, s'il n'y aurait pas lieu de reviser certains taux préférentiels.

18. Pour ce qui est des honoraires à verser aux rapporteurs spéciaux, la délégation yougoslave approuve au contraire la position prise par le Comité consultatif (A/2688, par. 269).

19. M. Kostic aimerait enfin avoir des renseignements plus précis sur les fonctions des membres du Comité central permanent de l'opium et de l'Organe de contrôle des stupéfiants.

20. M. ORMSBY-GORE (Royaume-Uni) estime, avec le Secrétaire général et le Comité consultatif, qu'il faut s'en tenir strictement au système des indemnités uniformes et aux taux arrêtés dans la résolution 459 (V).

21. En ce qui concerne le régime préférentiel dont bénéficie la Commission du droit international en matière d'indemnités de subsistance, il y a lieu de se rappeler qu'il avait rencontré l'opposition de la Cinquième Commission. Les considérations qui avaient dicté l'attitude de la Commission sont toujours valables, et la délégation du Royaume-Uni ne peut donc qu'appuyer les recommandations formulées par le Comité consultatif à ce sujet.

22. Passant à la question des rapporteurs spéciaux, le représentant du Royaume-Uni rappelle les dispositions de la résolution 677 (VII) d'après lesquelles la nomination aux fonctions de rapporteur ne doit donner lieu à aucune rémunération, ainsi que les dérogations apportées à cette règle en faveur du Président et des cinq rapporteurs de la Commission du droit international et du Rapporteur sur la liberté de l'information. Pour mettre fin à ces contradictions, le Secrétaire général suggère d'assouplir les règles posées dans la résolution 677 (VII) et de les aligner sur la pratique suivie. Le Secrétaire général est d'avis qu'il pourrait y avoir plutôt avantage à confier certains travaux à des rapporteurs spéciaux plutôt qu'au Secrétariat. La délégation du Royaume-Uni partage au contraire les vues du Comité consultatif, qui estime que le Secrétariat doit participer activement à tous les travaux de l'Organisation, et que son impartialité et son efficacité le qualifient parfaitement pour la préparation d'études objectives sur des questions délicates et controversées. Elle ne peut donc qu'approuver la position du Comité consultatif (A/2688, par. 268) et exprimer l'avis qu'il ne faut pas modifier la résolution 677 (VII) où se trouvent définies les principes fondamentaux qui doivent guider l'Assemblée générale.

23. Le représentant du Royaume-Uni ne méconnaît pas toutefois que des dérogations aux dispositions de la résolution 677 (VII) peuvent se justifier dans certains cas. Le Secrétaire général propose de nouvelles dérogations. La Commission se doit d'examiner chaque proposition avec la plus grande prudence et selon sa valeur avant d'admettre des exceptions qui pourraient saper les principes fondamentaux.

24. M. RAO (Inde) approuve les propositions du Secrétaire général relatives aux indemnités à verser aux membres des commissions et comités d'experts. En revanche, les propositions formulées dans le document A/2687 en ce qui concerne la Commission du droit international, le Comité central permanent de l'opium, l'Organe de contrôle des stupéfiants et le Tribunal administratif ne sauraient avoir son appui. M. Rao ne voit pas pourquoi les membres de ces organes devraient bénéficier d'un traitement préférentiel.

25. M. ZARUBINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime, comme le Secrétaire général et le Comité consultatif, qu'il y a lieu de continuer à verser une indemnité de subsistance d'un taux uniforme

aux membres des commissions et comités d'experts et de ne pas modifier le taux fixé dans la résolution 459 (V). En ce qui concerne les membres de la Commission du droit international, il partage les vues du Comité consultatif selon lesquelles aucune dérogation ne doit être apportée au régime général des indemnités de subsistance. Il appuie également la position prise par le Comité consultatif au sujet du Comité central permanent de l'opium, de l'Organe de contrôle des stupéfiants et du Tribunal administratif.

26. M. STRAUCH (Brésil) déclare que la délégation du Brésil approuve, en règle générale, les différentes propositions présentées par le Secrétaire général, notamment en ce qui concerne la nécessité d'assouplir les règles relatives à la rémunération des rapporteurs.

27. M. CUTTS (Australie) expose que la délégation australienne croit à la nécessité de réaffirmer les principes posés dans la résolution 231 (III) concernant les indemnités de subsistance. Elle approuve le versement aux membres des comités et commissions d'experts d'une indemnité de subsistance d'un taux uniforme n'ayant pas le caractère d'une rémunération et ne croit pas qu'il y ait lieu de modifier les taux arrêtés en 1950. Pour ce qui est du traitement exceptionnel dont bénéficient les membres de la Commission du droit international, la délégation australienne estime, avec le Comité consultatif, qu'aucune dérogation ne devrait être apportée au régime général.

28. En ce qui concerne la nomination de rapporteurs spéciaux, M. Cutts a été convaincu par les arguments du Comité consultatif selon lesquels il n'y aurait pas intérêt à confier certains travaux à des rapporteurs spéciaux plutôt qu'au Secrétariat. Le Secrétaire général se rangera peut-être à cet avis lorsqu'on étudiera les prévisions budgétaires relatives au cabinet des sous-secrétaires sans portefeuille.

29. Enfin, la délégation australienne n'a pas encore arrêté sa position au sujet de la rémunération des membres du Comité central permanent de l'opium, de l'Organe de contrôle des stupéfiants et du Tribunal administratif. Elle se demande toutefois si le travail de ces organismes ne pourrait pas être en partie effectué par le Secrétariat. A moins d'avoir la preuve du contraire, elle serait assez disposée à appuyer les recommandations du Comité consultatif sur ce point.

30. M. LIVERAN (Israël) estime que la question de l'opportunité de nommer des rapporteurs spéciaux ou de constituer certains organes ne doit pas être influencée par celle de leur rémunération.

31. Il s'agit de deux questions distinctes. En ce qui concerne les organes existants, on peut certes modifier la pratique actuelle et revenir à l'application stricte des règles posées par l'Assemblée générale, mais il ne faut pas oublier qu'on modifie ainsi, de façon indirecte, la nature même de ces organes.

32. D'autre part, M. Liveran se demande si les indemnités, d'un montant très variable, que le Secrétaire général propose pour les membres du Comité central permanent de l'opium et de l'Organe de contrôle des stupéfiants, constituent des honoraires ou, au contraire, une indemnité de représentation.

33. D'une façon générale, la délégation israélienne est d'avis que les indemnités de subsistance ne doivent pas comprendre d'élément de rémunération. Pour ce qui est de la nomination de rapporteurs spéciaux, elle

n'a pas encore arrêté sa position sur la recommandation du Comité consultatif, partisan de l'application stricte de la résolution 677 (VII), et se demande s'il ne serait pas plutôt préférable de prévoir la possibilité de désigner des rapporteurs spéciaux dans des cas bien délimités.

34. M. ANDERSEN (Secrétariat), répondant au représentant de l'Argentine qui avait formulé certains doutes quant à la validité des critères proposés par le Secrétaire général pour déterminer s'il y a lieu de verser des honoraires à un rapporteur spécial (A/2687, alinéa a, i, de la section B du paragraphe 24), précise que, de l'avis du Secrétaire général, on ne devrait qu'exceptionnellement désigner de rapporteur spécial et que l'exécution des projets incombe, dans l'immense majorité des cas, au Secrétariat. Le critère de la "compétence technique" n'est pas celui qu'il convient d'appliquer; il faut donner plus de poids aux considérations qui sont exposées dans le rapport du Secrétaire général (A/2687, par. 19, troisième alinéa) et de mettre au point une procédure que l'on puisse appliquer dans tous les cas analogues à celui dont il est question dans ce rapport. Le critère de la "présentation de propositions concrètes" vise certains domaines particuliers, notamment ceux du droit international et des droits de l'homme; s'il est peu probable que l'on doive avoir recours à des rapporteurs spéciaux dans d'autres domaines, cette éventualité ne peut cependant être écartée complètement.

35. En réponse au représentant de la Colombie, selon qui il existerait des cas particuliers dans lesquels le Secrétaire général n'appliquerait pas strictement les dispositions des résolutions de l'Assemblée générale relatives au paiement des frais de voyage et indemnités de subsistance, M. Andersen fait remarquer que, dans sa résolution 231 (III), l'Assemblée générale a confirmé la pratique suivie par le Secrétaire général en ce qui concerne le paiement des frais de voyage et d'une indemnité de subsistance; or, le Secrétaire général estime qu'une indemnité de subsistance se justifie lorsqu'un représentant ou un membre d'une commission ou d'un comité doit supporter des frais supplémentaires en raison du fait que le lieu de réunion n'est pas le même que le lieu de sa résidence. Si la Cinquième Commission voulait que cette pratique fût modifiée, le Secrétaire général souhaiterait qu'elle en exprimât clairement le désir; le Secrétaire général est prêt à présenter un rapport sur cette question particulière.

36. En ce qui concerne le volume de travail du Comité central permanent de l'opium et de l'Organe de contrôle des stupéfiants sur lequel les représentants de la Yougoslavie et de l'Australie ont demandé des éclaircissements, M. Andersen cite un extrait du rapport du Comité central au Conseil (A/2687, par. 22, alinéa a); en outre, ces deux organes ont un contrôle à exercer et, comme il leur est impossible de le faire pendant les seules sessions, leurs membres doivent se consulter et prendre des décisions par correspondance entre les sessions.

37. A l'intention du représentant d'Israël, M. Andersen précise que, pour le calcul des honoraires du Président et du Vice-Président du Comité central et de l'Organe de contrôle, le Secrétaire général a tenu compte de leur fonction de représentation; dans le cas des membres de ces deux organes, il s'agit d'une rémunération pour le travail effectué entre les sessions.

38. M. AGHNIDES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) tient à signaler que le Comité consultatif partage entièrement l'avis du Secrétaire général (A/2687, par. 24, sect. A), selon lequel le versement d'une indemnité de subsistance d'un taux uniforme aux membres de tous les comités et commissions d'experts de l'Organisation des Nations Unies est justifié. Il serait difficile en pratique et, en tout cas, peu souhaitable de faire une distinction entre les divers organes d'experts en ce qui concerne les indemnités de subsistance. A ce sujet, il y a lieu de se rappeler la décision que l'Assemblée générale a prise en 1950 touchant l'indemnité spéciale accordée autrefois aux membres du Tribunal administratif (A/2687, par. 7).

39. Quant aux honoraires à verser aux rapporteurs spéciaux, le Comité consultatif estime qu'il conviendrait de s'en tenir aux dispositions de la résolution 677 (VII) selon laquelle aucune nomination de cette nature ne doit donner lieu à rémunération. Le Secrétaire général se préoccupe de la divergence qui existe entre la règle que l'Assemblée générale a adoptée, c'est-à-dire sa résolution, et la pratique qu'elle suit en la matière; c'est pourquoi il propose de "modifier la règle établie ... de telle sorte qu'elle soit conforme à la pratique que suit effectivement l'autorité législative" (A/2687, par. 24, sect. B). Le Comité consultatif partage les préoccupations du Secrétaire général, mais il estime qu'il faut appliquer strictement les dispositions de la résolution 677 (VII) et n'admettre aucune exception à la règle. Les raisons que le Comité consultatif expose en détail au paragraphe 268 de son rapport (A/2688) ont un fondement constitutionnel. M. Aghnides rappelle à ce sujet les raisons pour lesquelles on a créé à San-Francisco en 1945 un secrétariat international et on en a fait un des principaux organes des Nations Unies. En nommant des rapporteurs spéciaux, les organes des Nations Unies reviendraient sur cette décision qui se fonde sur d'impérieuses nécessités.

40. M. URRUTIA (Colombie) ne croit pas qu'il soit nécessaire de demander un rapport spécial au Secrétaire général sur la question du paiement d'indemnités de subsistance; toutefois, le Secrétaire général devrait déterminer s'il n'est pas opportun de modifier les articles du Recueil des règlements administratifs qui interprètent les termes de la résolution 459 (V), de manière à appliquer un régime uniforme à tous ceux qui résident à plus de 40 kilomètres du lieu de réunion de l'organe dont ils sont membres.

41. M. ANDERSEN (Secrétariat) doute qu'il soit possible de modifier la pratique que suit le Secrétaire général sans une décision de la Cinquième Commission.

42. Après un échange de vues auquel participent M. ORMSBY-GORE (Royaume-Uni), M. MONTERO BUSTAMANTE (Uruguay), M. Ali FAHMY (Egypte), M. CUTTS (Australie), M. BOTHA (Union Sud-Africaine), M. RAO (Inde) et M. DURON (Honduras), le PRÉSIDENT propose que le Secrétariat établisse et distribue pour la séance suivante la liste des questions qui ont trait à ce point de l'ordre du jour et sur lesquelles la Cinquième Commission devra se prononcer; on pourra ensuite rédiger le projet de résolution à soumettre à l'Assemblée générale.

Il en est ainsi décidé.

POINT 42 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité de négociation des fonds extra-budgétaires (A/2730) [suite]

43. M. LIVERAN (Israël) (Rapporteur) rappelle qu'à sa 432ème séance la Commission a estimé qu'il était urgent de décider de prolonger le mandat du Comité de négociation des fonds extra-budgétaires ou de créer un nouveau comité. Après étude des textes, il apparaît que cette question ne présente nullement un caractère d'urgence, étant donné qu'en l'absence d'une initiative du Président de l'Assemblée générale le Comité de négociation des fonds extra-budgétaires continue de fonctionner. L'Assemblée générale n'a donc pas à adopter dès maintenant de résolution sur ce point et peut attendre les rapports des autres commissions à qui il appartient d'examiner au fond les questions dont le comité s'occupe sur un autre plan. En conséquence, la Cinquième Commission pourrait peut-être autoriser son président à informer le Président de l'Assemblée générale qu'à son avis l'actuel Comité de négociation des fonds extra-budgétaires est un organe légitime.

44. M. RAO (Inde) réclame un supplément d'information. Il ne voit pas sur quelle base juridique la Cinquième Commission pourrait se fonder pour aboutir à cette conclusion.

45. M. GANEM (France) partage l'avis du représentant de l'Inde. La Cinquième Commission n'est pas à même de se prononcer sur le bien-fondé de la théorie juridique que son rapporteur a exposée. En outre, sur le plan psychologique, on ne gagnerait rien à con-

seiller à l'Assemblée générale une procédure différente de celle qui a été adoptée par le passé. Le Comité de négociation tirera plus de force d'une désignation nouvelle que d'une déclaration émanant du Président de la Cinquième Commission, selon laquelle il suffit au Président de l'Assemblée générale de confirmer les pouvoirs du comité.

46. M. LIVERAN (Israël) (Rapporteur) reconnaît la valeur des objections présentées par les représentants de l'Inde et de la France, mais rappelle que l'Assemblée générale n'a pas suivi de pratique bien définie dans le passé. Son intervention précédente n'avait d'autre but que de faciliter les débats en informant la Commission que le Comité de négociation pouvait continuer de fonctionner jusqu'à la fin de la présente session et qu'il n'était pas urgent de prendre une décision sur ce point.

47. M. HALL (Etats-Unis d'Amérique) souligne qu'il reste au Comité de négociation une tâche à accomplir. Si le Comité de négociation peut s'en charger, il n'y aura pas de difficultés immédiates, sinon il faudrait avoir recours à un expédient. La Cinquième Commission pourrait revoir cette question à la séance suivante.

48. M. RAO (Inde) souhaite que la Commission puisse obtenir le supplément d'information qu'il a demandé dans les deux ou trois jours qui suivront et prendre alors une décision.

49. Le PRÉSIDENT propose que la Commission revienne sur cette question le moment venu.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 h. 10.